

LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4 —
Six mois » 2 —
Trois mois » 1 —

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'ÉTRANGER

Un an Fr. 5 50
Six mois » 2 65
Trois mois » 1 35

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du Révolté : rue du Nord, 15, GENÈVE

SOUSCRIPTION PERMANENTE

pour la propagande socialiste-révolutionnaire.

Reçu : Genève : A. P. 1 fr. — Avec les 23 premières listes (1,220 fr. 25 ct.) 1,221 fr. 25 ct.

Aux jeunes gens.

III.

— Ou bien, transiger continuellement avec sa conscience et finir un beau jour par se dire: «Périsse l'humanité, pourvu que je puisse avoir toutes les jouissances et en profiter tant que le peuple sera assez bête pour me laisser faire». — Ou bien, se ranger avec les socialistes et travailler avec eux à la transformation complète de la société. Telle est la conséquence forcée de l'analyse que nous avons faite. Telle sera toujours la conclusion logique, à laquelle devra forcément arriver tout être intelligent, pourvu qu'il raisonne honnêtement sur ce qui se passe autour de lui, pour peu qu'il sache avoir raison des sophismes que lui soufflent à l'oreille son éducation bourgeoise et l'opinion intéressée de ceux qui l'entourent.

Cette conclusion une fois acquise, la question: « que faire? » est venue naturellement se poser.

La réponse est facile.

Sortez seulement de ce milieu, dans lequel vous êtes placé et où il est d'usage de dire que le peuple n'est qu'un tas de brutes, venez vers ce peuple, — et la réponse surgira d'elle-même.

Vous verrez que partout, en France comme en Allemagne, en Italie comme aux États-Unis, partout où il y a des privilégiés et des opprimés, il s'opère au sein de la classe ouvrière un travail gigantesque, dont le but est de briser à jamais les servitudes imposées par la féodalité capitaliste et de jeter les fondements d'une société établie sur les bases de la justice et de l'égalité. Il ne suffit plus au peuple d'aujourd'hui d'exprimer ses plaintes par une de ces chansons dont la mélodie vous lendait le cœur et que chantaient les serfs du XVIII^e siècle, que chante encore le paysan slave: il travaille, avec la conscience de ce qu'il fait et contre tous les obstacles, à son affranchissement.

Sa pensée s'exerce constamment à deviner ce qu'il s'agit de faire pour que la vie, au lieu d'être une malédiction pour les trois quarts de l'humanité, soit un bonheur pour tous. Il aborde les problèmes les plus ardu de la sociologie et cherche à les résoudre avec son bon sens, son esprit d'observation, sa rude expérience. Pour s'entendre avec d'autres misérables comme lui, il cherche à se grouper, à s'organiser. Il se constitue en sociétés, soutenues avec peine par de minces cotisations; il cherche à s'entendre à travers les frontières et, mieux que les rhéteurs philanthropes, il prépare le jour où les guerres entre peuples deviendront impossibles. Pour savoir ce que font ses frères, pour mieux les connaître, pour éla-

borer les idées et les propager, il soutient, — mais au prix de quelles privations, de quels efforts! — sa presse ouvrière. Enfin, l'heure venue, il se lève et, rougissant de son sang les pavés des barricades, il se lance à la conquête de ces libertés que plus tard les riches et les puissants sauront corrompre en privilèges pour les tourner encore contre lui.

Quelle série d'efforts continuels! quelle lutte incessante! Quel travail recommencé constamment, tantôt pour combler les vides qui se font par les désertions—suite de la lassitude, de la corruption, des poursuites; tantôt pour reconstituer les rangs éclaircis par les fusillades et les mitraillades; tantôt pour reprendre les études brusquement interrompues par les exterminations en bloc!

Les journaux sont créés par des hommes qui ont dû voler à la société des bribes d'instruction en se privant de sommeil et de nourriture; l'agitation est soutenue par des sous pris sur le strict nécessaire, souvent sur le pain sec; et, tout cela, sous l'appréhension continue de voir bientôt la famille réduite à la plus affreuse des misères, dès que le patron s'apercevra que «son ouvrier, son esclave, fait du socialisme!»

Voilà ce que vous verrez, si vous allez dans le peuple.

Et dans cette lutte sans fin, que de fois le travailleur succombant sous le poids des obstacles ne s'est-il pas demandé vainement: — «Où sont-ils donc ces jeunes gens qui se sont donné l'instruction à nos frais! ces jeunes, que nous avons nourris et vêtus pendant qu'ils étudiaient? pour qui, le dos courbé sous le fardeau et le ventre creux, nous avons bâti ces maisons, ces académies, ces musées? pour qui, le visage blême, nous avons imprimé ces beaux livres que nous ne pouvons pas même lire? — Où sont-ils, ces professeurs qui disent posséder la science humanitaire et pour qui l'humanité ne vaut pas une espèce rare de chenille? ces hommes qui parlent liberté et jamais ne défendent la nôtre, foulée chaque jour aux pieds? ces écrivains, ces poètes, ces peintres, toute cette bande d'hypocrites en un mot qui, les larmes aux yeux, parlent du peuple et qui jamais ne se sont trouvés avec nous, pour nous aider dans nos travaux?»

Les uns se plaisent dans leur lâche indifférence; les autres, le grand nombre, méprisent «la canaille» et sont prêts à se ruer sur elle, si elle ose toucher à leurs privilèges.

De temps en temps il arrive bien un jeune homme qui rêve tambours et barricades, et qui vient chercher des scènes à sensation, mais qui déserte la cause du peuple dès qu'il s'aperçoit que la route de la barricade est longue, que le travail est pénible et que sur cette route les couronnes de lauriers qu'il vient conquérir sont mêlées d'épines. Le plus souvent, ce sont des ambitieux inassouvis, après avoir échoué dans leurs premières tentatives, cherchent à capter les suffrages du peuple, mais qui plus tard seront les premiers à tonner contre lui, dès qu'il voudra appliquer les principes qu'ils ont eux-mêmes professés, peut-être même feront braquer les canons contre lui, lorsqu'il osera

bouger avant que, eux, les chefs de file, en aient donné le signal.

Ajoutez la sottise injure, le mépris hautain, la lâche calomnie de la part du grand nombre, et vous aurez tout ce que le peuple reçoit maintenant de la part de la jeunesse bourgeoise, pour l'aider dans son évolution socialiste.

Et après cela vous demanderiez encore: «Que faire?» lorsque tout est à faire! lorsque toute une armée de jeunes gens trouveraient à quoi appliquer la force entière de leurs jeunes énergies, de leurs intelligences, de leurs talents, pour aider le peuple-travailleur dans l'immense tâche qu'il a entreprise!

Vous, amateurs de science pure, si vous êtes pénétré des principes du socialisme, si vous avez compris toute la portée de la révolution qui s'annonce, ne remarquez-vous pas que toute la science est à refaire pour la mettre d'accord avec les principes nouveaux, qu'il s'agit d'accomplir dans ce domaine une révolution dont l'importance doit surpasser de beaucoup celle qui s'est accomplie dans les sciences au XVI^e siècle et à la fin du XVIII^e? Ne comprenez-vous pas que l'histoire — aujourd'hui «fable convenue» sur la grandeur des rois, des grands personnages et des parlements, — est toute à refondre au point de vue populaire, au point de vue du travail accompli par les masses dans les évolutions de l'humanité? Que l'économie sociale — aujourd'hui consécration de l'exploitation capitaliste — est toute à élaborer de nouveau, aussi bien dans ses principes fondamentaux que dans ses innombrables applications? Que l'anthropologie, la sociologie, l'éthique sont complètement à remanier et que les sciences naturelles elles-mêmes, envisagées à un point de vue nouveau, doivent subir une modification profonde quant à la manière de concevoir les phénomènes naturels et à la méthode d'exposition? — Eh bien, faites-le! Mettez vos lumières au service d'une bonne cause! Mais surtout venez nous aider par votre logique serrée à combattre les préjugés séculaires, à élaborer par synthèse les bases d'une meilleure organisation; surtout enseignez-nous à appliquer à nos raisonnements la hardiesse de la véritable investigation scientifique et, prêchant d'exemple, montrez-nous comment on sacrifie sa vie pour le triomphe de la vérité!

Vous, médecin, auquel la rude expérience a fait comprendre le socialisme, ne vous laissez pas de nous dire, aujourd'hui, demain, chaque jour et à chaque occasion, que l'humanité marche à la dégénérescence si elle reste dans les conditions actuelles d'existence et de travail; que vos drogues resteront impuissantes contre les maladies, tant que les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de l'humanité végéteront dans des conditions absolument contraires à ce que veut la science; que ce sont les causes des maladies qui doivent être éliminées, et ce qu'il faut pour éliminer ces causes. Venez donc, avec votre scalpel, disséquer d'une main sûre cette société en voie de décomposition, nous dire ce qu'une existence rationnelle devrait et pourrait être et, en vrai médecin, nous répéter que l'on ne s'arrête pas devant la suppression

d'un membre gangrené lorsqu'il peut infecter tout le corps.

Vous, qui avez travaillé aux applications de la science à l'industrie, venez donc nous raconter franchement quel a été le résultat de vos découvertes; faites entrevoir à ceux qui n'osent pas encore se lancer hardiment vers l'avenir, ce que le savoir déjà acquis porte dans ses flancs d'inventions nouvelles, ce que pourrait être l'industrie dans de meilleures conditions, ce que l'homme pourrait produire s'il produisait pour son compte, s'il produisait toujours pour augmenter sa production. Apportez donc au peuple le concours de votre intuition, de votre esprit pratique et de vos talents d'organisation, au lieu de les mettre au service des exploités.

Vous, poètes, peintres, sculpteurs, musiciens, si vous avez compris votre vraie mission et les intérêts de l'art lui-même, venez donc mettre votre plume, votre pinceau, votre burin, au service de la révolution. Racontez-nous dans votre style imagé ou dans vos tableaux saisissants, les luttes titaniques des peuples contre leurs oppresseurs; enflammez les jeunes cœurs de ce beau souffle révolutionnaire qui inspirait nos ancêtres; dites à la femme ce que l'activité de son mari a de beau s'il donne sa vie à la grande cause de l'émancipation sociale. Montrez au peuple ce que la vie actuelle a de laid, et faites-nous foucher du doigt les causes de cette laideur; dites-nous ce qu'une vie rationnelle aurait été, si elle ne se heurtait à chaque pas contre les inepties et les ignominies de l'ordre social actuel.

Enfin, vous tous qui possédez des connaissances, des talents, si vous avez du cœur, venez donc, vous et vos compagnes, les mettre au service de ceux qui en ont le plus besoin. Et sachez que si vous venez, non pas en maîtres, mais en camarades de lutte; non pas pour gouverner, mais pour vous inspirer vous-mêmes dans un milieu nouveau qui marche à la conquête de l'avenir; moins pour enseigner que pour concevoir les aspirations des masses, les deviner et les formuler, et puis travailler, sans relâche, continuellement et avec tout l'élan de la jeunesse, à les faire entrer dans la vie, — sachez qu'alors, mais alors seulement, vous vivrez d'une vie complète, d'une vie rationnelle. Vous verrez que chacun de vos efforts faits dans cette voie, porte amplement ses fruits; — et ce sentiment d'accord établi entre vos actes et les commandements de votre conscience, vous donnera des forces que vous ne soupçonniez pas en vous-mêmes.

La lutte pour la vérité, pour la justice, pour l'égalité au sein du peuple—que trouverez vous de plus beau dans la vie?

(La fin au prochain numéro.)

MOUVEMENT SOCIAL

France

LES CONGRÈS RÉGIONAUX.

On se souvient que le Congrès socialiste ouvrier de Marseille avait résolu qu'avant le congrès général pour la France, qui aura lieu au Havre, des congrès régionaux seraient tenus dans les six principales régions. Cinq de ces congrès ont déjà eu lieu.

Il nous serait impossible d'en donner un résumé complet; nous devons donc renvoyer nos lecteurs aux comptes-rendus publiés dans la *Réforme* de Lyon, dans le *Père Duchêne* et dans le *Citoyen* de Paris, et nous borner ici à donner un aperçu général des travaux accomplis dans ces congrès.

CONGRÈS RÉGIONAL DU SUD-OUEST.

Le socialisme ne s'est pas encore implanté d'un pied ferme à Bordeaux. Les journaux ouvriers n'y pénètrent que difficilement, et il ne s'est pas encore opéré dans la grande cité commerciale du Sud-Ouest un réveil de la classe ouvrière. Il n'y a donc pas à s'étonner que le

Congrès n'ait pas été bien avancé dans ses résolutions. Cependant, il a été suivi avec beaucoup d'attention par un public nombreux.

Le nom a quelquefois une certaine importance et nous observons que le titre de congrès socialiste-révolutionnaire a été repoussé par 50 non contre 2 oui et de nombreuses abstentions.

Une question locale qui intéressait en ce moment la population ouvrière de la ville, était celle de la *boulangerie*. Le Congrès a voté sur cette question la suppression du travail de nuit et du travail dans les caves, et la suppression des logeurs-placeurs, connus sous le nom de *Mères*, — de mères qui surtout mangent leurs enfants. Sur les autres questions, il se prononce en demandant l'extension de la juridiction des prud'hommes, la suppression des couvents et la création d'écoles laïques et professionnelles; il recommande la formation des associations ouvrières et accepte la fédération de tous les groupes ouvriers de la localité. La question qui paraît avoir le plus intéressé le Congrès, était celle de la presse ouvrière, la bourgeoisie du pays ayant tout fait pour empêcher la création d'un organe ouvrier local. Mais le Congrès, ne se laissant pas enrégimenter par la bourgeoisie, a décidé la création d'un organe de la fédération régionale, la *Voix du Peuple*. Sur la question des candidatures ouvrières aux corps élus, le Congrès se prononce, malgré beaucoup de protestations, pour ces candidatures avec mandat impératif.

Les grandes questions du socialisme n'ont pas été posées à ce premier congrès, mais il n'est pas à douter que le prochain congrès de la région n'aille beaucoup plus loin dans ses réclamations.

CONGRÈS COLLECTIVISTE-RÉVOLUTIONNAIRE DE LA RÉGION DE L'EST.

Le Congrès tenu dans la vieille cité révolutionnaire de Lyon, a certainement de beaucoup dépassé le Congrès de Bordeaux.

Sur la question d'organisation, le Congrès accepte, à l'unanimité moins 3 voix, la résolution suivante, que nous ne saurions trop recommander à l'attention des organisations parisiennes; celles-ci devront s'apercevoir, en lisant cette résolution, qu'en voulant imposer au parti ouvrier socialiste la ligne de conduite qu'elles croient être la bonne, elles ne parviendront qu'à produire une scission dans le parti. Toute la responsabilité de cette scission retombera exclusivement sur ceux qui ne comprennent pas que chaque organisation a le droit de suivre telle ligne de tactique qu'elle choisira, et que nul n'a le droit de chercher à gouverner les autres, en leur imposant sa volonté.

Voici la résolution du Congrès sur cette question:

«Le Congrès de Marseille, dans sa séance du 31 octobre, a décidé la formation d'un parti ouvrier.

Le Congrès régional collectiviste révolutionnaire de Lyon vient confirmer cette résolution.

Après une mûre étude des statuts de la Fédération de l'Est, le Congrès décide les modifications suivantes au paragraphe 6 des considérants où les travailleurs lyonnais déclarent ne rien espérer de la politique faite jusqu'à ce jour: Les mots: «faite jusqu'à ce jour;» seront supprimés, la politique étant l'art de gouverner, celle de demain ne peut être autre que celle d'hier:

Dans l'article 4 des statuts ainsi conçu:

«Tout groupe, société coopérative et Chambre syndicale admis dans le parti ouvrier, devront rompre tous rapports, électoraux surtout, avec les partis politiques non républicains socialistes».

Le Congrès décide la suppression des mots: «Non républicains socialistes».

Il conclut à la rupture avec tous les partis politiques, les partis politiques socialistes y compris.

En outre, le Congrès décide la fondation d'un journal qui sera l'organe de la fédération. Le *Droit Social de Lyon*, déjà en formation, et qui ayant accepté le programme révolutionnaire, sera l'organe officiel du parti ouvrier de la région de l'Est.

Enfin, le Congrès approuve le projet suivant de résolution présenté par le cit. Bernard de Grenoble.

Considérant: que le salariat du prolétariat est synonyme de son esclavage, que cet esclavage ne peut s'améliorer étant la conséquence de l'organisation actuelle de la propriété, le Congrès régional décide qu'IL N'Y A PAS LIEU DE SE PRÉOCCUPER DES RÉFORMES PRÉCONISÉES PAR LES PARTIS POLITIQUES OU SOI-DISANT SOCIALISTES, tant que ces réformes ne consisteront pas dans la suppression de la propriété individuelle et son remplacement par la propriété collective, soit l'outil à l'ouvrier, la terre au paysan et la justice pour tous.

Considérant, d'autre part, que l'étude et l'expérience nous démontrent quel est le moyen que le prolétariat doit employer pour arriver au but qu'il se propose, que ce moyen ne saurait être que celui employé par la bourgeoisie en 89, c'est-à-dire la révolution.

Le Congrès régional de l'Est décide la création d'un parti ouvrier avec le programme suivant:

Appropriation par la collectivité du sol, sous-sol, capitaux et instruments de travail mis directement entre les mains de ceux qui les font produire, c'est-à-dire des travailleurs eux-mêmes, soit à tous les mêmes moyens de développement et à chacun selon ses capacités sans distinction de sexe.

Le Congrès décide, en outre, de laisser à tous les groupes ouvriers le loisir d'employer les moyens qu'ils croiront nécessaires à la propagande.

Toutefois, circulaires, manifestes ou affiches électorales ne pourront jamais s'écarter du programme ci-dessus.

À cet effet, les élections ne devront être considérées que comme des moyens d'agitation et ne pourront avoir lieu que sur un nom inéligible, le bulletin blanc ou l'abstention.

Le Congrès ne le vote pas séance tenante, seulement «pour ne pas produire de divisions au sein du parti socialiste», et il en décide le renvoi au Congrès général du Havre. «Il décide également le renvoi à ce Congrès du programme minimum (de Zurich) comme insuffisant».

Sur la 2^e question, de la propriété et du salariat, le Congrès de l'Est vote une résolution, dont les considérants exposent le sujet avec une netteté parfaite, que nous regrettons encore une fois ne pas retrouver dans le programme minimum accepté à Paris.

Sur la 3^e question, *La femme et l'instruction*, le Congrès prend une résolution, très bien rédigée, en termes nets et précis, dans laquelle il conclut à l'égalité absolue des deux sexes, invite «les organisateurs de la révolution à faire, parmi les citoyennes, la propagande la plus active pour leur groupement, par des conférences, des réunions, en un mot de leur donner ainsi les premières notions de la véritable éducation républicaine qui seule leur convient», et promet de faire «tous ses efforts pour la préparation de l'ère nouvelle qui donnera des droits égaux à tous les êtres humains».

Enfin, considérant que toutes les révolutions faites jusqu'à ce jour, ne l'ont été qu'au profit de la bourgeoisie, sauf celle d'avril 1831, juin 1848 et mars 1871, le Congrès décide que la seule date que doivent fêter les adhérents au parti ouvrier en particulier et tous les salariés en général doit être celle du 18 mars.

Le prochain Congrès régional aura lieu à Saint-Etienne.

Le Congrès donne ainsi un démenti formel à ceux qui se plaisent à dire qu'il importe de mitiger la pensée socialiste pour ne pas effrayer la masse ouvrière, encore, trop réactionnaire à leur avis. Comme on le voit, ce Congrès a de beaucoup dépassé, par la netteté de ses idées et la fermeté de ses résolutions, les Congrès de Bordeaux et de Paris, et cependant il a été purement ouvrier.

CONGRÈS DU CENTRE.

Le Congrès de Paris mérite surtout l'attention des socialistes par l'importance des questions débattues et des idées émises. Il est à remarquer cependant que la population ouvrière ne s'y est fait représenter que très médiocrement, que les questions à l'ordre du jour ont été peu discutées préalablement dans les organisations ouvrières et que celles-ci ont montré peu d'entrain lorsqu'il s'agissait de se réunir, soit pour discuter les questions mises à l'ordre du jour,

soit pour l'élection des délégués. Il est certain que si les Congrès prochains veulent être plus populaires, les organisateurs doivent attirer de nouveaux éléments qui se tiennent encore à l'écart des chambres syndicales et des groupes d'études. Dix cercles d'études et deux journaux, dix chambres syndicales et neuf organisations ouvrières non-syndiquées se sont fait représenter. Chaque groupe a envoyé trois délégués. La province n'était représentée que par un délégué du Havre.

Les débats du Congrès ont été suivis par un public de 300 à 500 personnes.

A la réunion préparatoire il se produit un incident auquel nous attachons de l'importance à cause du principe qu'il énonce. Les délégués du 5^e, 6^e et 13^e arrondissement et de l'Alliance révolutionnaire demandent que les délégués ne puissent figurer au Congrès autrement que comme représentants du groupe et non nominativement, que la parole soit accordée au groupe et non au délégué, les lois les plus simples de la démocratie commandant à l'homme de s'effacer au profit de tous et les délégués n'étant que les porte-parole des groupes qu'ils représentent.

Cette proposition, qui affirme cependant un principe si juste, a été repoussée, et ce ne sont que les délégués des groupes que nous venons de nommer, qui ont effacé leurs personnalités pour laisser la place à leurs groupes. Leurs noms ne figurent pas dans le compte-rendu, c'est le groupe qui parle.

La 1^{re} question à l'ordre du jour est sur la ligne de conduite du parti dans la lutte électorale. Une discussion sérieuse sur ce sujet ne s'engage, au fond, qu'entre les délégués des groupes anarchistes du 5^e, 6^e et 13^e arrondissement et de l'Alliance révolutionnaire et les représentants de l'Égalité, soutenus par le cit. Paulard du *Proletaire*.

Quant aux délégués des autres groupes, évidemment ils ne s'attendaient pas à voir surgir des débats sérieux sur ce sujet; c'est pourquoi les uns lisent leurs rapports qui ne touchent pas le fond de la question, et les autres se bornent à faire quelques observations sur l'anarchie, qui prouvent que les idées des anarchistes sont encore peu connues à Paris.

Les arguments en faveur de l'agitation parlementaire sont assez connus de nos lecteurs: C'est l'apologie du suffrage universel, et nos abonnés suisses les connaissent assez par expérience. « Le suffrage universel est une arme comme les autres; il n'est pas un calmant; les masses sont habituées à voter; enfin, — dit le cit. Massard — tous (?) les partis socialistes à l'étranger réclament le suffrage universel ».

À ces arguments le cit. Bazin en ajoute encore un: l'abstention est une preuve de faiblesse, dit-il, en oubliant que l'Internationale, qui posséda une force réelle, ne prenait pas part aux luttes parlementaires. Quant au programme, le cit. Bazin déclare:

« Je me contenterais parfaitement de ces trois points: appropriation collective du sol et des instruments de travail et, comme moyen pratique d'y arriver, diminution de la journée du travail, soit à huit heures pour le moment; plus, l'action électorale ».

En outre, les délégués de l'Égalité soutiennent chaleureusement le programme-minimum de Zurich, que nous avons analysé dans notre numéro précédent. Nous savons parfaitement, nous n'avons cessé de répéter — disent-ils — l'impossibilité d'obtenir des réformes par la voie parlementaire, et pour cela ils — élaborent un programme de réformes qu'ils vont chercher à réaliser par la voie parlementaire!

Par contre, les anarchistes ont présenté des rapports très sérieux, dans lesquels ils discutent, un à un, tous les arguments avancés en faveur de la création d'un parti politique ouvrier et les réfutent victorieusement. Il nous serait impossible de reproduire ici ces arguments et nous devons renvoyer ceux qui s'y intéressent au journal *Le Citoyen*, où ils trouveront un compte-rendu complet, sténographique du Congrès (adresse: rue d'Aboukir, 9, Paris; prix, 1 fr. 50 pour le compte-rendu complet)

et à la brochure *La Question électorale*, qui contient le rapport de l'Alliance révolutionnaire et qui se trouve en vente à nos bureaux (prix 10 centimes). Cependant voici quelques extraits du rapport du cercle d'études du 5^e et 13^e arrondissement:

.... Voyons le premier argument: « l'ouvrier a l'habitude de voter, et si on ne lui présente pas de candidats, il votera pour les moins mauvais. »

D'abord à notre point de vue, l'argument n'est pas sérieux: ce n'est pas une raison parce que l'ouvrier a été simple jusqu'à présent, pour croire qu'il avait le moyen de s'émanciper économiquement au moyen du vote, qu'il faut continuer à le pousser dans cette voie; cela reviendrait à dire qu'avant toujours été exploité jusqu'à présent par le clergé et la noblesse d'un côté et la bourgeoisie de l'autre, il ne faut pas essayer d'en sortir....

Eh bien! nous répondrons qu'il n'y a qu'en rompant avec les habitudes que l'on parvient à les détruire, et ce n'est pas en faisant faire des députés aux ouvriers que nous les déshabituons de voter, ce n'est au contraire qu'en lui démontrant l'inanité et les dangers du parlement.

... Quant au deuxième argument, nous le reconnaissons, il a de la valeur; il est vrai, malheureusement, qu'il n'y ait que dans les réunions électorales où l'on puisse mettre la main sur la plus grande masse d'ouvriers, mais quand nous préconisons l'abstention, nous l'avons déjà dit, nous ne prétendons pas qu'il ne faut pas aller dans les réunions électorales, nous ne prétendons pas nous désintéresser de la lutte. Ou nous nous arrêtons, c'est devant l'urne, car nous ne voulons pas consacrer, par notre vote, notre domination, en choisissant ceux qui doivent nous dominer, ou créer de nouveaux dirigeants en y mettant des noms d'ouvriers, car la nature humaine est ainsi faite, que sitôt un homme a quatre pelés et un tondu derrière lui, il ne souffre plus aucune contradiction, il tranche du prophète, et veut imposer ses idées à ceux qui l'entourent.

Nous ne voulons pas désertir la lutte, parce qu'alors ce serait laisser le champ libre à tous les ambitieux et à tous les menteurs de coup, et faire avouer de notre impuissance; nous voulons, au contraire, aller dans les réunions électorales et y développer notre programme, démontrer théoriquement qu'il n'y a que la Révolution qui puisse nous affranchir, mettre les candidats au pied du mur en leur faisant avouer leur impuissance, en démontrant que toutes leurs promesses de réformes ne sont qu'un leurre pour tromper les électeurs.

Eh! citoyens, en faisant cette propagande, nous aurons d'autant plus de poids que nous aurons la logique pour nous et que nous serons d'autant plus désintéressés dans la lutte, que nous ne demanderons rien pour nous; d'ailleurs, quelle serait la figure, en présence des électeurs, d'un candidat qui viendrait déclarer qu'il n'y a que la Révolution qui puisse émanciper le travailleur, que le Parlement est impuissant à opérer cette réforme, de plus que c'est un milieu délétère qui corrompt tout ce qui a le malheur de s'y aventurer et qui terminerait en posant sa candidature; ne serait-ce pas là le comble de l'absurde et de l'illuminisme?

Une telle campagne ne peut être entreprise qu'en renonçant implicitement à la Révolution, en ce mot, son programme révolutionnaire dans sa poche: ce ne serait pas là le moyen de faire de la propagande avec.

... Il ne s'agit pas de savoir quel est le meilleur moyen de voter ou de s'abstenir, la question des moyens se change en question de principe, la question se pose entre ceux qui ne veulent renverser le gouvernement actuel que pour se substituer en son lieu et place, et ceux qui ne reconnaissent aucun gouvernants, quels qu'ils soient; la question se pose enfin entre ceux qui veulent conserver tous les rouages du gouvernementalisme actuel, afin de pouvoir s'en servir à un moment donné et imposer leurs volontés à la masse des citoyens, et ceux qui veulent désorganiser tous ces rouages afin de n'avoir qu'un dernier coup de balai à donner, lors de la victoire finale.

Nous entendons d'ici crier à l'anarchie. Eh oui, nous sommes anarchistes, parce que nous trouvons qu'il est bien plus facile d'empêcher à un gouvernement de s'établir, que de le renverser une fois constitué; nous sommes anarchistes, parce que à un gouvernement il faut des lois auxquelles chaque citoyen doit obéir, une magistrature pour les appliquer, une police et une armée pour les faire respecter, — sans cela, il n'aurait pas raison d'être — et que toutes ces organisations sont le contraire de la liberté, et qu'à un moment donné elles peuvent devenir des moyens d'oppression et nous ramener en arrière; nous sommes anarchistes, parce que tout gouvernement est essentiellement conservateur par lui-même et que ce serait ainsi mettre une barrière entre nous et l'avenir.

Nous avons l'histoire pour nous. Qu'a gagné le peuple à toutes les révolutions qu'il a faites? De nouveaux maîtres qui ont été pour lui plus impitoyables que ceux qu'il avait chassés, exemple Juin 48 et Mai 71. Ce qu'il nous faut détruire dans l'esprit du peuple, c'est toute idée de gouvernement, lui démontrer qu'il n'a rien à attendre d'un gouvernement quel qu'il soit, que des coups de fusil, quand il criera trop fort.

La propagande qu'il faut faire parmi le peuple, c'est de lui démontrer que, dans une révolution, au lieu d'aller bêtement à l'Hôtel-de-Ville et proclamer un gouvernement quelconque, il faut qu'il n'y aille que pour fusiller celui qui tenterait de s'y établir.

Ce qu'il faut qu'il fasse, c'est de s'emparer, au nom de la société, des maisons et des ateliers. Quand il aura fait cela, il aura assuré sa révolution et n'aura pas peur qu'on la lui escamote. Enfin, citoyens et citoyennes, nous repoussons le vote parce qu'il est contre nos principes; parce que ce serait faire le jeu des ambitieux; parce qu'il ne peut rien produire de bon et que ce serait enfoncer la classe ouvrière de plus en plus dans la routine, dans une fausse route, au bout de laquelle ne l'attendent que le dégoût et le découragement.

Sur les questions de la propriété et du salariat les délégués concluent presque à l'unanimité à la propriété collective et à l'aboli-

tion du salariat. Seulement les collectivistes-rationnels cherchent à établir nettement leur doctrine, qui consiste en ceci: « Le sol — propriété collective, les capitaux amassés — propriété collective, mais le fruit du travail — propriété individuelle, les charges sociales une fois remplies ». Les anarchistes du 5^e arrondissement formulent leurs conclusions comme suit: « déclarant que la propriété individuelle est un vol ils demandent sa disparition, pour que tout ce qui la constitue, la compose, fasse retour à l'humanité, c'est-à-dire, à la collectivité des êtres humains organisés comme ils l'entendent, comme ils croiront bon de s'organiser, à seule fin de jouir en commun de tous biens, fruits du travail et de la nature. »

Les autoritaires sont moins explicites. Ils demandent l'appropriation collective de la matière du travail et des instruments, sans toucher aux autres capitaux accumulés; ils laissent entrevoir qu'ils veulent la prise de possession de tous les capitaux par l'État et la gestion du capital social par l'État, mais ne s'expliquent pas sur la manière dont ils entendent opérer la « reprise de la matière et des instruments de travail par la collectivité » ni sur la manière dont ils entendent organiser la production et l'échange par l'intermédiaire du gouvernement.

La discussion sur la propriété donne lieu à une sortie de la part du cit. Massard (de l'Égalité), qui du moins apprendra aux ouvriers que qu'ils ont à attendre des autoritaires. — « Il faut à la fin en finir avec les divagations anarchistes », — ainsi commence son discours....

« je vous demande si on se moque de vous ou si l'on veut être sérieux. Au lendemain de la Révolution, le milieu ne sera pas changé et les conditions économiques seront les mêmes » (à la bonne heure! Maintenant, nous savons du moins ce que le cit. Massard entend par Révolution sociale: ne rien changer aux conditions économiques; ceci, au moins, est net). Et il continue: «... Et vous croyez être logiques? et vous croyez être sérieux? Allons donc! Sérieux? Mais vous savez bien qu'on rit de vous.... »

« Chaque fois que vous osez soutenir vos idées insensées.... » etc., etc. Puis, se plaisant de plus en plus à ce ton qui sent d'une lieue le procureur impérial, le cit. Massard continue: « Nous ne sommes d'accord avec vous ni sur les moyens, ni sur les principes; donc, NOUS vous excluons de notre parti et NOUS vous laissons la responsabilité de vos agissements anti-révolutionnaires, oui anti-révolutionnaires ». « Quels sont vos résultats? Avez-vous faits des recrues? Demandez-vous plutôt où sont vos têtes de colonnes, les vaillants et les courageux comme Paul Brousse et Andrea Costa — et où sont vos colonnes elle-mêmes? »

Mais assez!... Nous ne savons pas si le cit. Massard est une tête ou une queue de colonne dans le groupe de l'Égalité, mais nous savons une chose: qu'il ne sait pas un mot de ce que c'est que l'égalité, et qu'il est bien naïf s'il s'imaginer « en avoir fini » avec les anarchistes par son éloquence de procureur. En tout cas, la place du cit. Massard n'est pas dans un Congrès socialiste, mais bien dans la Chambre, dans la Chambre actuelle, sous les ordres de M. Gambetta. Qu'il y aille donc au plus vite, s'il le peut.

Le manque d'espace nous force d'être court. Nous signalons donc à l'attention de nos lecteurs les excellents rapports présentés sur les questions du salariat, de la femme, de l'instruction, et nous passons aux résolutions.

Sur la 1^{re} question, le Congrès se prononce pour la formation d'un parti politique prenant part aux luttes électorales; mais il passe sous silence le mandat impératif et les moyens divers proposés par les délégués pour tenir en bride les représentants; il se prononce pour le programme-électoral de Zurich, en lui apportant deux modifications: ce n'est pas le repos du lundi que le Congrès veut obtenir, mais le repos d'un jour quelconque par semaine, et c'est la mise à la charge de la société des vieillards et des invalides du travail qu'il réclame en plus des revendications « économiques » du programme.

Sur la question de la propriété, le Congrès est très vague. Il se borne à déclarer « que tous les instruments et toute la matière du travail doivent être repris par la collectivité et rester entre ses mains propriété indivise et inaliénable. Cette reprise devra être poursuivie par tous les moyens possibles ».

Sur le salariat il déclare « que l'abolition du salariat doit être l'unique objectif de la classe ouvrière ». Très bien ! mais que deviendront alors le repos du lundi et les caisses d'épargne inscrits au programme ?

Enfin il réclame l'égalité complète et immédiate des deux sexes, et l'instruction intégrale, les enfants des deux sexes étant mis à la charge de la société future, jusqu'à ce que la société les ait mis à même d'exercer une profession conforme à leurs aptitudes.

Comme on le voit d'après notre analyse rapide, le Congrès de Paris prouve encore une fois que le réveil socialiste en France est plus sérieux qu'on ne le pense généralement. Ce n'est plus seulement une vague aspiration vers le collectivisme que ce Congrès a affirmé : quelques délégués sont entrés dans la discussion sérieuse des moyens d'opérer l'abolition de la propriété individuelle.

Les discussions, il est vrai, ont été vives, surtout à cause de l'esprit d'exclusivisme et du désir d'imposer leur programme, dont les collectivistes-autoritaires ont fait preuve ; mais il faut espérer que, la classe ouvrière, prenant une part plus active aux prochains Congrès, saura avoir raison de ces velléités gouvernementales et ne se laissera pas entraîner dans la fausse voie des révolutions politiques ; elle saura entrevoir que ce genre de révolutions ne changerait rien aux conditions économiques. Il est aussi certain que le Congrès, vivement attaqué par la presse bourgeoise, a eu du retentissement au sein de la classe ouvrière et qu'il donnera aux ouvriers de Paris une forte impulsion pour les pousser à l'organisation de leurs forces.

Enfin, c'est pour la première fois que les idées anarchistes ont été exposées, en partie, dans un Congrès français ; et, si elles ont pu être par trop avancées à certains délégués, d'autres au contraire ont très bien compris qu'elles s'approchent plus de la vérité que les tendances confuses des collectivistes-autoritaires.

LE CONGRÈS DU SUD-EST.

Les renseignements que nous avons sur ce Congrès nous parviennent trop tard pour que nous puissions l'analyser. Nous savons seulement que la plupart des délégués se sont prononcés carrément pour l'abolition de la propriété individuelle, pour la révolution populaire, pour l'autonomie et contre le socialisme-parlementariste. En ceci le Congrès de Marseille a été encore plus explicite que celui de Lyon. Le Congrès s'est séparé aux cris : « Vive la révolution sociale ! Vive l'anarchie ! »

Les cercles ouvriers de Cette ont envoyé aux journaux socialistes de Paris une protestation contre le programme-minimum de Zurich, en constatant qu'il constitue un recul vis-à-vis des décisions du Congrès de Marseille et qu'il mène fatalement la classe ouvrière à des compromissions avec les politiciens bourgeois.

Italie

Les nouvelles que nous recevons de ce pays, sont toujours les mêmes : misère, révoltes de la faim, persécutions des socialistes et des ouvriers.

A Palerme, trente-trois ouvriers boulangers viennent d'être condamnés de quatre à six mois de prison sous l'inculpation d'avoir établi entre eux une entente pour obtenir une augmentation de salaires. Il est bon de savoir qu'ils demandaient une augmentation de 2/3 centimes par kilogramme de pâte et que, n'ayant pu obtenir ce qu'ils réclamaient, ils se

sont mis en grève, sans commettre, cependant, aucun acte de violence. Les autorités, prenant parti pour les patrons, ont intimé aux ouvriers boulangers l'ordre de cesser immédiatement la grève ; n'étant pas obéies, elles firent arrêter les grévistes les plus intelligents et les plus résolus et les traduisirent devant le tribunal. Les débats ont duré 7 jours, et ils ont dévoilé toutes sortes d'abus criants dont les patrons se rendent coupables ; malgré cela, les juges ont condamné les prévenus.

A Noci (Puglia), encore une révolte de paysans, provoquée par la faim. Comme de raison, c'est par l'intervention de la force publique et par les arrestations que l'ordre a été rétabli.

A Naples, à l'occasion de la visite de Humbert, la police a arrêté et expulsé plusieurs internationaux ; d'autres ont été soumis à une surveillance spéciale.

A Florence, nos compagnons arrêtés ont été mis en liberté. — A Rome, la Cour de cassation a déclaré, cette fois-ci, que les internationaux ne sont pas des malfaiteurs.

Nous recevons, trop tard, pour le publier dans ce numéro, les compte-rendus des Congrès régionaux de la Toscane et de la Romagne. Tous deux se sont déclarés franchement anarchistes.

Russie

Pendant que les riches gaspillent la fortune publique, une misère affreuse règne en Russie, surtout dans la Russie sud-orientale. Nous lisons dans un journal archi-bourgeois, le *Novoyé Vremya*, qui certes ne saurait être soupçonné d'exagération, que des foules de paysans et de paysannes affamés accourent à Saratov sur le Volga, pour chercher du travail comme chargeurs. Le prix de la main d'œuvre est en moyenne de 50 cent. (20 kopeks) par jour et l'ouvrier se considère heureux s'il travaille deux jours par semaine. Ainsi, un homme robuste gagne à peine 1 fr. ou 1 fr. 50 par huitaine, tandis que le prix du pain de seigle est de 8 centimes la livre. Les hôpitaux sont remplis ; ils refusent de recevoir les malades, et l'on voit dans les dortoirs publics, couchés sur un même banc, l'ouvrier épuisé de fatigue et le malade en proie au typhus. Pour avoir une croûte de pain, les jeunes filles se vendent pour cinq sous, et des femmes payent de leur corps le droit de partager le lit de l'heureux qui possède trois sous pour entrer au dortoir.

Voilà où en est la Russie après ces « réformes » que les flatteurs et les imbéciles acclamaient jadis comme une nouvelle ère de prospérité pour le peuple russe.

M^{lle} Malinovskaya, enfermée depuis plus d'un an en prison préventive, a essayé de se suicider dans sa cellule. Elle s'est pendue, mais ses bourreaux s'en sont aperçus et l'ont ramenée à la vie, afin de se donner encore le plaisir de la torturer.

Suisse

CHAUX-DE-FONDS. — L'affaire de l'*Avant-Garde*, supprimée par le Conseil fédéral, est revenue de nouveau sur le tapis.

L'on se souvient comment l'*Avant-Garde* fut supprimée contrairement à la loi fédérale, qui garantit la liberté de la parole, et en dépit de la Constitution du canton de Neuchâtel, qui ne connaît pas de délits de presse ; comment l'imprimerie de M. Courvoisier fut mise sous scellés, on ne sait trop pourquoi, si ce n'est pour faire preuve d'autorité, et comment le Conseil d'Etat agissant au nom du Conseil fédéral, n'a consenti à rouvrir l'imprimerie qu'à la condition que M. Courvoisier signât un engagement par lequel il s'interdit « d'imprimer et de publier tout journal ou écrit ayant un caractère analogue à l'*Avant-Garde* ».

L'imprimeur, M. Courvoisier, avait d'abord adressé un recours au tribunal fédéral, pour violation des garanties constitutionnelles relatives à la liberté de la presse et à l'égalité des citoyens. Mais le tribunal s'est déclaré incompétent, puisque le recours était dirigé contre le Conseil fédéral, devant les décisions duquel le tribunal croit de son devoir de s'incliner respectueusement.

Maintenant, M. Courvoisier a adressé un second recours aux Chambres, mais le Conseil fédéral a devancé la décision des Chambres, en déclarant que « l'engagement, que M. Courvoisier avait été contraint de signer par force, ne l'oblige plus ».

Le *Patriote Suisse* observe avec raison que vis-à-vis de cet arbitraire il ne reste plus qu'à déchirer la Constitution fédérale.

UNION OUVRIÈRE. — On sait que l'*Arbeiterbund* (Union ouvrière) Suisse a toujours été un chaud partisan de la participation aux élections. Aujourd'hui, un courant contraire s'empara des sections et ceci, notons-le bien, comme résultat direct de l'expérience.

Nous lisons dans la *Tagwacht* que la Section des relieurs de Berne, « considérant que les intérêts du travail et de la politique ne peuvent pas être poursuivis ensemble », demande que l'Union ouvrière abandonne complètement l'agitation politique et s'occupe exclusivement des intérêts du travail.

Faits Divers

LA PROSPÉRITÉ AUX ETATS-UNIS. — La *Volkszeitung* de New-York raconte un drame horrible qui a eu lieu à Jersey City. Une ouvrière de 37 ans, Marie O'Connor, était tombée dans une affreuse misère. Son mari, charpentier, travaillait drûment, elle aussi ; mais ils ne parvenaient pas à nourrir leurs cinq enfants. Ils habitaient un taudis, où ils couchaient en étalant sur le plancher des matelas durs comme des planches ; souvent la nourriture manquait. Pour comble de malheur, la femme tomba malade et resta alitée pendant trois mois. Elle se rétablit enfin, mais la situation de la famille empirait toujours. Alors, un matin, lorsqu'il n'y avait plus une croûte de pain dans la maison, Marie O'Connor se lève, pendant que ses enfants dormaient encore ; elle saisit un rasoir et coupe la gorge à trois de ses enfants, de 2, de 5 et de 8 ans, qui couchaient avec elle. Le râle des enfants éveille le mari, il accourt de la chambre voisine et trouve sa femme prête à en finir aussi avec sa vie. Questionnée par les juges, Marie O'Connor répondit : « je ne pouvais pas les nourrir, et j'ai mis fin à leurs souffrances. Maintenant, tuez-moi, je vous en supplie ! »

Ceci se passait à côté des riches hôtels où l'on regorge de luxe !

Quels gredins que les « honnêtes gens » qui voient cela et ne se révoltent pas contre cette maudite société.

DÉPENSES ÉLECTORALES. — On découvre maintenant en Angleterre que si le mécontentement du pays contre les conservateurs a été pour beaucoup dans le renversement du ministère Beaconsfield, l'argent dépensé par les libéraux y a été aussi pour quelque chose. Une association libérale quasi-secrète a dépensé pour les élections vingt-cinq millions de francs, en sus des 50,000 francs dépensés en moyenne par chaque candidat qui s'est présenté pour conquérir un des 652 sièges de la Chambre.

Le total de l'argent dépensé pour les élections doit ainsi dépasser de beaucoup la somme immense de fr. 100,000,000, dépensés en circulaires, manifestes, frais de comités, en chopes payées aux électeurs et en victuailles distribuées à leurs familles.

Nous recommandons ces chiffres à l'attention de ceux de nos amis qui pensent faire des campagnes électorales.